

*Philanthropy and Public Policy*, par FRANK-G. DICKINSON et ALT. Un vol., 6 po. x 9, broché, 145 pages — NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH, INC., 261, avenue Madison, New York 16, N.-Y. (\$2.50)

Gilles DesRochers

Volume 38, numéro 3, octobre–décembre 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1001858ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1001858ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

DesRochers, G. (1962). Compte rendu de [*Philanthropy and Public Policy*, par FRANK-G. DICKINSON et ALT. Un vol., 6 po. x 9, broché, 145 pages — NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH, INC., 261, avenue Madison, New York 16, N.-Y. (\$2.50)]. *L'Actualité économique*, 38(3), 473–474. <https://doi.org/10.7202/1001858ar>

de libertés individuelles garanties par le cadre social. La logique rigoureuse du raisonnement facilitera la compréhension des problèmes exposés dans ce livre, aux lecteurs désireux de se familiariser avec la philosophie corporatiste, comme à ceux qui veulent approfondir uniquement certains de ses aspects. A. P.

**Philanthropy and Public Policy**, par FRANK-G. DICKINSON et ALT. Un vol., 6 po. x 9, broché, 145 pages. — NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH, INC., 261, avenue Madison, New-York 16, N.-Y. (\$2.50).

La philanthropie n'est pas un domaine familier à l'économiste puisque celui-ci s'intéresse aux actes d'échange plutôt qu'aux comportements altruistes. La brochure du National Bureau of Economic Research, sur ce sujet paradoxal qu'est l'économique de la philanthropie, fait suite à un colloque organisé par cette institution, conjointement avec le Merrill Center for Economics, au cours du mois de juin 1961. Elle comporte huit études rédigées par des économistes.

L'analyse quantitative des faits, par F.-G. Dickinson, révèle que le rapport entre les dépenses philanthropiques (privées et publiques) et le produit national brut (P.N.B.) n'atteignait pas 7 p.c. au cours des années vingt, mais qu'il dépasse maintenant 10 p.c. Ce phénomène est attribuable à l'accroissement considérable des dépenses de sécurité sociale puisque le rapport des dépenses de philanthropie privée au P.N.B. est demeuré entre 2 et 3 p.c., tout en progressant peut-être légèrement à l'intérieur de ces limites étroites.

L'incursion lucide de W.-S. Vickrey dans ce secteur indéterminé de la philanthropie constitue le meilleur morceau de l'ouvrage. Au chapitre des faits, deux constatations émergent : 1) la proportion du revenu disponible sacrifié aux œuvres philanthropiques diminue lorsque le revenu augmente, à l'exception des individus dont le revenu annuel dépasse un million de dollars ; 2) les dégrèvements d'impôt n'incitent pas à la charité puisque l'accroissement des dons est inférieur à l'exemption d'impôt accordée. En d'autres termes, les dégrèvements d'impôt accordés aux contribuables charitables à revenus élevés doivent être proportionnellement plus élevés pour les inciter à la charité. Ou encore, à dégrèvement égal, les contribuables à faibles revenus contribuent davantage aux œuvres philanthropiques. Il en résulte que le fardeau réel supporté par les contribuables à revenus élevés est relativement plus faible que celui des contribuables à faibles revenus et que ceux-ci supportent une partie du fardeau des contributions charitables de ceux-là. De cette dernière constatation, et d'autres moins spectaculaires, Vickrey conclut à la nécessité de reviser entièrement la politique gouvernementale en matière de philanthropie.

Les remarques du professeur K.-E. Boulding, sur la théorie de la philanthropie, invitent à réfléchir sur la notion de don par rapport à celle d'échange, et sur la motivation philanthropique. Dans le domaine de la politique philanthropique, Boulding s'en prend particulièrement aux grandes fondations américaines de philanthropie, qu'il compare aux monopoles privés. Il propose de les soumettre à la surveillance de l'État afin d'éviter qu'elles soient incitées à abuser de leur

puissance économique et politique. L'auteur estime que la concurrence dans ce domaine est nécessaire, car selon lui, les petites fondations sont plus audacieuses et plus créatrices que les grandes. L'appendice de Boulding sur l'altruisme et la théorie de l'utilité est un découpage ingénieux du « *box diagram* » utilisé par Edgeworth dans la théorie du monopole bilatéral. Il s'agit là d'un exercice formel s'apparentant aux diagrammes de Vickrey sur la mesure du coût réel des sacrifices occasionnés aux donateurs, dans diverses situations.

Les autres articles abordent certains aspects généraux ou particuliers de la philanthropie. Celui de Fabricant relève les facteurs qui ont concouru à accroître, quoique faiblement, le rapport des dépenses philanthropiques privées au produit national brut. La situation des hôpitaux par rapport à la philanthropie est judicieusement analysée par Eli Ginzberg, et le rôle philanthropique des compagnies privées brièvement rappelé par Covington Hardee. L'article de Willard-L. Thorp, intitulé : « *The Poor Law Revisited* » est une réflexion à bâtons rompus, dans le ton anglo-saxon, sur divers problèmes se rattachant à la philanthropie. Enfin, Dickinson rapporte en quelques pages, de manière officieuse, les points saillants des débats soulevés par les prises de position des participants au colloque.

Il ressort des communications et des discussions, un certain nombre de faits irréfutables, parmi lesquels nous avons rappelé les plus importants. Ce qui frappe aussi c'est l'imprécision qui entoure la notion de philanthropie et qui tient, d'une part, de la subjectivité de ce concept lorsqu'on cherche à le définir à partir de la motivation des actes désintéressés et, d'autre part, à la fugacité de son contenu positif, à cause du caractère dynamique des économies croissantes qui assignent un rôle constamment changeant au marché, à la charité privée et à l'État dans la satisfaction des besoins considérés comme fondamentaux. Nous sommes portés à penser, comme plusieurs participants au colloque, que la sécurité sociale, dite philanthropie publique, n'est pas à proprement parler de la philanthropie mais un moyen pour l'individu de s'assurer un minimum de sécurité. Plutôt que de risquer de s'engager dans une discussion conceptuelle sans issue, les auteurs ont choisi d'examiner la réalité recouverte par un concept imprécis et d'en tirer des enseignements dont profiteront les lecteurs éventuels de ce recueil, de même que ceux qui désireront poursuivre des travaux dans un domaine qui ne sera plus dorénavant inexploré, grâce à cette contribution originale.

Gilles DesRochers

**Italie économique 1961**, par le CENTRO DI AZIONE LATINA. Un vol., 7 po. x 10, broché, 419 pages, 147 tableaux — GIUFFRÈ EDITORE, Milan, 1961.

La foudroyante progression de l'économie italienne s'impose de plus en plus au monde. Voici un ouvrage qui réunit une documentation sur les multiples aspects de cette remarquable évolution. On a voulu ainsi divulguer, à l'occasion du centenaire italien, et sous une forme un peu moins sèche que celle d'un simple document statistique, les résultats satisfaisants d'une politique nationale de développement. Plus qu'une mise au point, c'est toute l'histoire économique et sociale